

Anarcho-syndicalisme

L'assimilation du capitalisme d'État au socialisme est abusive, elle a des causes historiques complexes dont l'origine remonte au débat entre les deux principaux courants de la première Internationale. Déterminante également fut la prise en compte par le parti bolchevik du programme de développement du capitalisme russe sur des bases nationales.

L'apparition de tendances vers le capitalisme d'État dans les secteurs les plus faibles de l'impérialisme mondial s'explique surtout, en dernier ressort, par des conditions intérieures à ces pays. L'impérialisme crée un type particulier de rapports entre métropoles industrielles et pays dominés. Ces derniers sont de simples fournisseurs de matières premières et, éventuellement, de main-d'œuvre. Les matières premières sont transformées dans les métropoles et retournent sous forme de marchandise dans les pays dominés. Dans ce cycle, les pays du tiers monde n'ont aucune chance de pouvoir développer une économie nationale indépendante.

Les divisions entre fractions nationalistes dans les pays dominés par l'impérialisme expriment les oppositions d'intérêt entre les fractions de la bourgeoisie autochtone. Dans *Solidarité ouvrière* de novembre 1974, dans un article sur les anciennes colonies du Portugal, nous disions au sujet de l'Angola – revenu depuis au premier plan de l'actualité – que certaines fractions nationalistes «représentent les intérêts de la bourgeoisie compradore [[«...on entend traditionnellement par bourgeoisie compradore la fraction bourgeoise qui n'a pas de base propre d'accumulation du capital, qui agit en quelque sorte comme simple "intermédiaire" du capital impérialiste étranger (...) et qui est ainsi, du triple point de vue économique, politique et idéologique, entièrement inféodée au capital étranger.» (Nikos Poulantzas, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Éditions du Seuil)]] (FNLA) inféodée au capital étranger. Elles servent d'intermédiaires à

celui-ci, préconisent l'établissement d'une solution néo-coloniale en jouant, au sein du pays, sur les facteurs de dissolution: régionalisme, tribalisme. Les autres préconisent une solution nationale rigoureuse parce qu'ils ne sont pas liés directement au capital étranger ou au capital tout court, et jouent sur les facteurs d'unification, en particulier sur le contrôle étatique de l'économie».

Dans ce même article, nous disions également que les mouvements nationalistes du tiers monde se trouvent devant l'alternative suivante:

1. Tentative de créer un centre autonome d'accumulation primitive du capital, nécessitant un certain nombre de conditions économiques et politiques rigoureuses: centralisation, parti unique d'une part, de l'autre contrôle ou propriété étatique de la production, planification, fermeture au marché mondial et contrôle du commerce extérieur; C'est le capitalisme d'État;
2. Ou alors intégration au marché impérialiste, ouverture des frontières aux capitaux étrangers, participation à la division internationale du travail en se limitant au rôle d'exportateur de matières premières; c'est la solution néo-coloniale.

L'application de l'une ou l'autre méthode n'est pas une question de choix, mais de rapport de force entre les différentes fractions de la bourgeoisie nationale, et d'opportunité sur le plan international.

Dans la pratique, les conditions favorables à la création d'un régime capitaliste d'État autonome et souverain ne se sont réalisées que deux fois dans l'histoire, à la faveur de circonstances internationales exceptionnellement favorables, et à la suite de deux guerres mondiales qui ont provoqué un affaiblissement temporaire des États impérialistes européens et américains.

Si des circonstances internationales exceptionnellement favorables ont permis à ces États de se constituer, un contexte national exceptionnellement favorable leur ont permis de se conserver (étendue territoriale, population, ressources, organisation disciplinée).

La conjonction de ces deux séries de facteurs est peu susceptible de se renouveler. Il s'est créé une bipolarisation des rapports internationaux entre les deux grandes formes dominantes et concurrentes du capitalisme – monopoliste et d'État – qui fait qu'aujourd'hui, aucune lutte de libération nationale ne peut plus exister sans se mettre sous la dépendance directe d'un des deux blocs, sans que l'État nouvellement constitué ou en formation ne devienne le satellite formé sur le modèle de l'un ou de l'autre bloc. Le cas est extrêmement net pour l'Angola; l'UNITA. et le FLNA sont soutenus par les impérialistes occidentaux tandis que le MPLA est soutenu par l'URSS

L'URSS: un cas particulier

Dans la théorie marxiste classique, le régime qui devait le plus naturellement basculer vers le socialisme était celui qui serait parvenu au degré le plus élevé d'industrialisation, car il aurait réuni le maximum de conditions pour la réalisation du socialisme. Cette thèse s'étant montrée fautive, Lénine expliqua que la révolution avait pu se déclarer en Russie parce que celle-ci était le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste.

En réalité, la révolution russe a pu conserver ses acquis capitalistes d'État (étatisation, planification) précisément parce que, parmi les maillons les plus faibles de l'impérialisme, elle était le maillon le plus fort; c'est-à-dire que parmi les pays dominés par l'impérialisme européen, elle était celui qui possédait les meilleurs atouts, elle était celui qui était le mieux capable de développer une économie indépendante. Évoquant l'économie russe d'avant la révolution,

Trotsky disait que «l'industrie russe, par sa technique et sa structure capitaliste, se trouvait au niveau des pays avancés, et même, sous certains rapports, les devançait» (*Histoire de la révolution russe*).

La qualification de la Russie comme régime capitaliste d'État aura pu surprendre. Il n'est pas de notre propos de développer dans le cadre de cet article une théorie approfondie de la révolution russe. Celle-ci fut effectivement une révolution prolétarienne dans la première phase de son développement. Mais dès la fin de la première année commença une autre-révolution de caractère capitaliste d'État [[On peut suivre les principaux événements qui ont marqué cette contre-révolution étatique:

- Décembre 1917-janvier 1918: substitution, dans les syndicats, des éléments élus par des éléments directement nommés par le parti; liquidation des comités d'usine;
- Mars 1918-août 1918: désarmement des milices des soviets (gardes rouges) par l'armée rouge; retrait de tout pouvoir aux soviets locaux; répression contre les socialistes-révolutionnaires de gauche et les anarchistes et suppression de leurs journaux.
- Janvier 1919: au 2^e Congrès Panrusse des syndicats, un délégué, Chirkin, déclare: «Quand il y a des élections et que les individus ne plaisent pas au conseil central ou aux pouvoirs locaux, les élections sont annulées très facilement et les élus remplacés par d'autres individus, plus dociles.» Un autre délégué, Perkin, dit: «Le prolétariat a juste le droit de se rendre ridicule. Il a le droit bien sûr d'élire ses représentants, mais le pouvoir d'État, avec son droit de ratifier ou non les élections, agit comme il lui plaît avec nos représentants.» (Rapport sténographié du 2^e Congrès Panrusse des syndicats, Moscou, Editions Syndicales Centrales, 1919, I, 34.)

- Mars 1921: Au X^e Congrès du parti bolchevik, suppression du droit de tendance dans le parti; répression de l'insurrection de Cronstadt, dont les marins et ouvriers réclamaient principalement:
 - élection des soviets au bulletin secret et liberté de parole pour les organisations révolutionnaires;
 - liberté de réunion aux syndicats ouvriers et organisations paysannes;
 - égalité des rations alimentaires entre communistes et non communistes;
 - suppression de la police politique dans les usines.

Déclaration de Trotsky au X^e Congrès: «Le parti est obligé de maintenir sa dictature (...) quelles que soient les hésitations temporaires de la classe ouvrière (...). La dictature n'est pas fondée à chaque instant sur le principe formel de la démocratie ouvrière.»

On voit donc que dès la fin de 1918 (et ce avant le début de la guerre civile, – 25 mai 1918 – la classe ouvrière n'a plus aucun pouvoir. Elle est dépossédée de son armement; elle est dépossédée de son droit de décision dans ses organisations.]]. Les causes en reviennent d'abord et au premier chef à la défection du prolétariat européen dont le soutien était une question de vie ou de mort pour la révolution russe. Mais cette défection donnée, l'orientation capitaliste d'État a été consciemment menée par le parti bolchevik, dont le dirigeant Lénine pensait que «le capitalisme d'État serait un pas en avant par rapport à l'état actuel des choses dans notre République des Soviets. Si dans six mois par exemple, nous avons instauré chez nous le capitalisme d'État, ce serait un immense succès et la plus sûre garantie qu'un an plus tard, dans notre pays, le socialisme serait définitivement assis et invincible». («Sur l'infantilisme de gauche») [[Voir à ce sujet les textes de Lénine: «Comment organiser l'émulation?» et «Les tâches immédiates du pouvoir des soviets».]].

Laissons à Lénine la responsabilité de ses prévisions optimistes... Il demeure que le capitalisme d'État est quelque chose que les dirigeants bolcheviks avaient sérieusement envisagé comme un moindre mal par rapport au chaos dans lequel se trouvait alors la Russie. Il n'y a donc là rien de nouveau. Alors qu'il voulait construire le socialisme, Lénine se trouve dans une situation où il est obligé d'appliquer un programme qui est en retrait par rapport à celui qu'il voulait mettre en œuvre.

Curieusement, Engels avait prévu une telle situation. Dans La guerre des paysans en Allemagne, il évoque la situation de Thomas Münzer en 1525, qui est très exactement comparable à celle de Lénine en 1917:

«C'est le pire qui puisse arriver au chef d'un parti extrême que d'être obligé d'assumer le pouvoir à une époque où le mouvement n'est pas encore mûr pour la domination de la classe qu'il représente et pour l'application des mesures qu'exige la domination de cette classe. Ce qu'il peut faire ne dépend pas de sa volonté mais du stade où en est arrivé l'antagonisme des différentes classes et du degré de développement des conditions d'existence matérielles et des rapports de production et d'échange, qui déterminent, à chaque moment donné, le degré de développement des oppositions de classes. Ce qu'il doit faire, ce que son propre parti exige de lui, ne dépend pas non plus de lui, pas plus que du degré de développement de la lutte de classe et de ses conditions. Il est lié aux doctrines qu'il a enseignées et aux revendications qu'il a posées jusque là, doctrines et revendications qui ne sont pas issues de la position momentanée des classes sociales en présence et de l'état momentané, plus ou moins contingent, des rapports de production et d'échange, mais de sa compréhension plus ou moins grande des résultats généraux du mouvement social et politique. Il se trouve ainsi nécessairement placé devant un dilemme insoluble: ce qu'il peut faire contredit toute son

action passée, ses principes et les intérêts immédiats de son parti, et ce qu'il doit faire est irréalisable. En un mot, il est obligé de ne pas représenter son parti, sa classe, mais la classe pour la domination de laquelle le mouvement est précisément mûr. Il est obligé, dans l'intérêt de tout le mouvement, de réaliser les intérêts d'une classe qui lui est étrangère et de payer sa propre classe de phrases, de promesses et de l'assurance que les intérêts de cette classe étrangère sont ses propres intérêts. Quiconque tombe dans cette situation fautive est irrémédiablement perdu.»

Lénine – et le parti bolchevik – se sont trouvés dans une situation analogue. Dans l'impossibilité de réaliser le socialisme dans les conditions de la Russie de l'époque, ils ont construit un capitalisme d'État en le présentant comme le socialisme. Le problème de savoir si malgré tout, le socialisme aurait été possible, reste du domaine de la politique-fiction. De notre point de vue, la question revient à se demander pourquoi les libertaires n'étaient pas plus forts et mieux organisés... [[Sur le rôle de l'idéologie bolchevik, voir Maurice Brinton, dans «Autogestion et socialisme» n° 24-25 et Castoriadis.]]

Toute explication subjective ou affective des événements doit être considérée avec beaucoup de précaution. Les communistes russes n'étaient pas des «méchants» qui voulaient «tromper les travailleurs». Mais, cela dit, l'analyse de l'histoire du parti bolchevik, de ses théories et de son mode d'organisation, de la composition sociale de ses dirigeants montre qu'il était prédisposé à accomplir le rôle qui lui a finalement échoué.

Cinquante ans d'histoire du mouvement ouvrier mondial ont été déterminés par la confusion existant dans les esprits entre capitalisme d'État et socialisme, par l'assimilation de la Russie avec un régime socialiste. Pour que la révolution prolétarienne puisse de nouveau aller de l'avant il faut que

les travailleurs prennent conscience que le socialisme ne se réduit pas à la propriété étatique et à la direction étatique des moyens de production, il faut que les travailleurs prennent conscience que l'État, en aucun cas, n'est une structure de classe du prolétariat.

Seule la destruction révolutionnaire de l'État, et la mise en place d'organismes émanant directement et contrôlés directement par la classe ouvrière peut ouvrir la voie au socialisme.

Que ce soit dans les pays industriels développés ou dans les pays dominés par l'impérialisme, la tendance au contrôle étatique de la production est une constante. Dans l'un et dans l'autre cas cependant, cette tendance ne répond pas au même besoin. Dans le premier cas, le capitalisme d'État répond à la difficulté croissante d'assurer des profits et de maintenir des rapports d'exploitation dans le cadre d'une économie de plus en plus en crise. Les fractions dominantes de la bourgeoisie des pays industriels développés sont fondamentalement opposées à l'accroissement du contrôle étatique de la production, qui provoque d'importantes modifications dans la structure interne de ces couches. La bourgeoisie de ces pays ne s'y résigne que contrainte, et n'admet l'accroissement du rôle de l'État que dans les limites strictement nécessaires.

Dans les pays dominés, la tendance au contrôle étatique répond au besoin d'assurer le développement du capital sur des bases nationales.

Le principal antagonisme interne du capitalisme, aujourd'hui, est celui qui oppose la tendance monopoliste à la tendance étatique. Ce sont deux systèmes qui présentent une structure différente, qui représentent des niveaux différents de concentration des forces productives et dont la coexistence est impossible.

Cette opposition a des fondements matériels. En développant le capital sur des bases nationales et en fermant les frontières au capital étranger, les pays qui s'orientent vers la voie du capitalisme d'État réduisent le champ d'action des monopoles impérialistes. Or, ceux-ci ont besoin d'étendre sans cesse leur marché et leurs sources d'approvisionnement en matières premières. Ils se voient donc progressivement asphyxiés.

Quant aux pays qui ont réussi à créer une économie sur des bases étatiques, leurs possibilités de développement sont freinées par deux phénomènes:

1. La nécessité de vivre en autarcie les pousse à fabriquer eux-mêmes des produits qui leur sont beaucoup plus coûteux que s'ils se les procuraient par l'échange ;
2. L'antagonisme des systèmes économiques les oblige à renforcer leur économie militaire, une des principales sources de gaspillage improductif.

Mais, surtout, un pays isolé, aussi riche soit-il, ne peut pas procurer l'abondance à ses habitants. Aussi, les pays qui ont réussi à s'orienter vers la voie capitaliste d'État ne peuvent maintenir ce système qu'en accroissant le taux d'exploitation de la classe ouvrière, en développant un appareil de répression politique et économique, en créant un appareil idéologique qui diffuse la propagande productiviste, etc.

Dans tous les cas, la logique interne du développement de ces deux systèmes les pousse vers l'expansion, vers le développement toujours croissant de leur modèle de société à d'autres pays. La guerre, sous quelque forme que ce soit, est une perspective naturelle, inscrite dans la logique de l'antagonisme de ces deux systèmes. La solution ne consiste pas à choisir entre l'un ou l'autre; la prise en main par le prolétariat mondial de son propre destin constitue la seule issue possible.